

L'UE magouille-t-elle pour que Orban soit démis de ses fonctions ? Bien possible !

écrit par Christine Tasin | 19 août 2025



Démis de ses fonctions ou non réélu aux élections de

l'année prochaine ? Les salauds ça ose tout... Orban est une épine dans le pied de Der Leyen et les dégénérés européistes fous, immigrationnistes fous, anti-Russie fous... Il faut dire que Orban est prêt à utiliser son droit de veto

Les journalaux aux ordres et les politicards européistes de service de hurler à la désinformation, à l'ingérence russe... mais il n'y a pas de fumée sans feu et le pire est qu'ils en sont bien capables ! On sait que les dégénérés européens et européistes visent la transformation de l'UE en puissance souveraine à la tête de simples « régions d'Europe » qui n'auraient pas plus de pouvoir sur leur destin et leur politique qu'une petite commune française actuelle. On sait aussi qu'il n'y a pas de hasard. Pas de hasard si les élections en [Roumanie](#) ont été carrément annulées... Pas de hasard si tout est fait pour éliminer partout les euro-sceptiques qui sont souvent, quel hasard, des pro-russes comme Fico !

*Selon une [déclaration publiée mercredi par le service russe de renseignement extérieur, le SZVR, « la Commission européenne veut provoquer un changement de pouvoir en Hongrie » au printemps 2026 et « remplacer le gouvernement démocratique par le Tisza \(**Parti « Respect et liberté »**, jeune parti européiste\) avec le soutien de forces organisées depuis l'étranger et de certaines organisations étrangères. »](#)*

[Source](#)

LA COMMISSION EUROPÉENNE VISE UN CHANGEMENT DE POUVOIR EN HONGRIE

Le service de renseignement russe, le SVR, a affirmé que la Commission européenne « étudie des scénarios » en vue

d'un « changement de régime » en Hongrie.

Le Bureau de presse du Service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie rapporte que, selon les informations reçues par le SVR, la Commission européenne perçoit l'actuel gouvernement hongrois comme un obstacle de plus en plus sérieux à l'« Europe unie ». Bruxelles est furieuse des tentatives de Budapest de mener une politique indépendante et d'influencer les décisions collectives, principalement concernant la Russie et l'Ukraine. La « goutte d'eau » qui a fait déborder le vase pour la bureaucratie européenne a été la récente décision des Hongrois de bloquer le projet de nouveau budget septennal de l'UE, élaboré, selon eux, pour militariser l'Europe et la préparer à une guerre avec Moscou.

Selon le SVR, la présidente de la Commission européenne, U. von der Leyen, étudie sérieusement des scénarios visant à changer le « régime de Budapest ». Elle voit P. Magyar, chef du parti d'opposition « Respect et Liberté », fidèle aux élites mondialistes, comme le principal candidat au poste de chef du gouvernement. Le plan est de le porter au pouvoir lors des élections législatives du printemps 2026, « voire plus tôt ». D'importantes ressources matérielles, administratives, médiatiques et de lobbying ont déjà été mobilisées pour soutenir Magyar. Les fonds du parti allemand, plusieurs ONG norvégiennes de défense des droits humains et le Parti populaire européen sont prêts à fournir des ressources financières. Kiev, « offensée » par le blocage de Budapest dans son processus d'intégration européenne, a activement rejoint la campagne de « démantèlement » du gouvernement hongrois sur ordre de Bruxelles. Parallèlement, le régime de Zelensky se livre à des activités extrêmement sordides, notamment en déstabilisant la situation en Hongrie grâce aux services

spéciaux ukrainiens et à la diaspora qui y vit.

[Source](#)

Traduction google

Tout cela n'aurait rien d'étonnant. On voit qu'une énorme campagne anti-Orban commence, partout, même en France. Il n'y a pas de fumée sans feu.

 La Libre.be

Viktor Orbán dans la tourmente ? Le luxueux domaine familial de "l'homme du peuple" gêne la population hongroise

il y a 12 heures



 Le Monde.fr

La Hongrie, économie malade de l'Europe

Il y a 1 jour



 Euractiv FR

Accord UE-États-Unis : Viktor Orbán qualifie Ursula von der Leyen de « poids plume » face à Donald Trump

Il y a 3 semaines



C'est que Orban détient le droit de veto qui tue Der Leyen et ses acolytes

Budapest contre Bruxelles, énième épisode. Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a affirmé samedi que son gouvernement soutiendrait l'adoption à l'unanimité du prochain budget pluriannuel de l'Union européenne à une condition : le déblocage de l'ensemble des fonds européens actuellement gelés. Le dirigeant magyar a dénoncé la direction actuelle de l'UE, l'accusant de vouloir installer un "gouvernement pro-Ukraine et pro-Bruxelles" en Hongrie.

L'histoire du gel des fonds européens destinés à la Hongrie remonte à plusieurs années de tension entre

Budapest et Bruxelles, surtout autour des questions d'État de droit. Depuis 2021, l'Union européenne a décidé de bloquer des dizaines de milliards d'euros d'aides destinées à la Hongrie, invoquant des reculs dans l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption, et plus globalement des "dérives autoritaires" du gouvernement de Viktor Orbán. Initialement, environ 30 milliards d'euros étaient gelés, englobant à la fois des fonds de cohésion et des aides de relance post-Covid.

Budapest revient à la charge

Face à cette pression financière, la Hongrie a utilisé à plusieurs reprises son droit de veto lors de négociations européennes, notamment sur les questions de soutien militaire et financier à l'Ukraine. En décembre 2023, un compromis majeur est trouvé : l'UE a accepté de débloquer environ 10,2 milliards d'euros pour la Hongrie. Officiellement, la Commission a justifié le déblocage de ces fonds par les avancées de la Hongrie en matière de réformes judiciaires.

Mais cet épisode est intervenu dans un contexte stratégique : Orbán menaçait de bloquer des décisions clés, dont une enveloppe d'aide financière massive pour l'Ukraine ainsi que l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE pour Kiev. Plusieurs membres du Parlement européen ont dénoncé ce compromis comme un « deal politique », accusant Bruxelles d'avoir "cédé au chantage" de la Hongrie.

Malgré ce déblocage, la majorité des fonds européens destinés à la Hongrie demeure gelée. À l'été 2025, 18 à 19 milliards d'euros restent suspendus. L'UE continue d'exiger des avancées concrètes : la transparence des financements de la vie publique, l'indépendance des médias ou encore la lutte contre la corruption de haut

niveau. Une part de ces fonds pourrait même être définitivement perdue si les réformes exigées ne voient pas le jour. À cela s'ajoutent des pénalités financières appliquées par Bruxelles à la Hongrie pour non-respect de certaines décisions de la Cour de justice de l'Union européenne. Des amendes directement récupérées sur les dotations européennes de l'UE.

Les 26 autres États membres ont jusque-là réussi à faire adopter des initiatives ou des réformes malgré le rejet de la Hongrie, notamment celles qui ont été votées à la majorité comme le Pacte européen sur la migration et l'asile ou encore certaines règles du Green Deal. À l'opposé, les votes à l'unanimité laissent toujours place à un bras de fer entre les deux parties.

Le vote du prochain budget pluriannuel de l'UE vient ainsi s'ajouter à une longue liste d'antécédents. Début juillet, la Commission européenne a présenté un budget de 2 000 milliards d'euros pour la période 2028-2034, avec un accent mis sur la "compétitivité économique" et la "défense".

Orban brandit son veto et critique l'UE

Samedi, Viktor Orban a affirmé que son gouvernement opposerait son veto à ce projet si Bruxelles ne lève pas le gel sur le reste des fonds européens destinés à la Hongrie. « Le gouvernement hongrois ne soutiendra pas le nouveau budget de sept ans de l'UE tant que tous les fonds suspendus ne seront pas débloqués », a-t-il affirmé lors d'un discours à une université d'été en Transylvanie.

« L'approbation du nouveau budget de sept ans nécessite l'unanimité et tant que nous n'aurons pas récupéré les fonds restants, il n'y aura pas de nouveau budget européen », a-t-il rappelé.

Le PM hongrois a par la même occasion accusé l'UE et la CE, des "bureaucrates mondialistes", de vouloir "aspirer l'argent de l'Europe vers l'Ukraine", au moment où "nos agriculteurs se lèvent pour défendre leur avenir".

Viktor Orban en a rajouté en critiquant la direction actuelle de l'UE, notamment ses "faiblesses" face à Washington et son intention d'imposer des droits de douanes supplémentaires, qui font actuellement l'objet de négociations entre Bruxelles et les États-Unis. « L'actuelle direction de l'UE sera toujours la dernière à signer des accords avec les États-Unis, et toujours les plus mauvais accords », a-t-il dénoncé.

Le dirigeant hongrois a aussi affirmé que l'Union européenne a des volontés d'installer un gouvernement "pro-Ukraine et pro-Bruxelles" en Hongrie lors des prochaines élections nationales, qui auront lieu en 2026.

[Source France Soir](#)